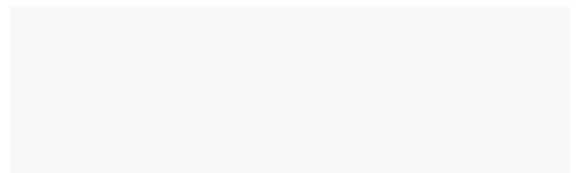




# Document Stratégique Burundi

Discuté par le Bureau UOS, le 20 mai 2014



# Table des matières

<b>Table des matières</b>	<b>2</b>
<b>Préambule</b>	<b>3</b>
<b>1. Introduction</b>	<b>5</b>
1.1. <i>Information générale</i>	5
1.2. <i>Principaux Priorités de Développement au Burundi</i>	6
1.3. <i>L'enseignement supérieur</i>	7
1.3.1. Données et politique en matière d'éducation supérieure et universitaire	7
1.3.2. Coopération internationale dans l'enseignement supérieur	11
<b>2. Processus de formulation de stratégie pays</b>	<b>13</b>
2.1. <i>Spécificités du processus de formulation de la stratégie au Burundi</i>	13
2.2. <i>Points de vue et thèmes exprimés</i>	13
2.2.1. Résultats du Séminaire Sud	13
2.2.2. Résultats du Séminaire Nord	14
<b>3. Cadre stratégique et implémentation</b>	<b>16</b>
3.1. <i>Domaines de concentration (géographique, thématique, partenaires)</i>	16
3.1.1. Concentration géographique	16
3.1.2. Institutions partenaires	16
3.1.3. Domaines thématiques	16
3.1.4. Axes transversaux	17
3.2. <i>Modalités du partenariat</i>	17
3.3. <i>Cadre stratégique</i>	18

# Préambule

## Stratégie Pays

Le VLIR-UOS gère, pour le compte des institutions d'enseignement supérieur flamandes, un programme financé par le gouvernement belge, orienté vers des partenariats dans le contexte de la coopération universitaire pour le développement. Suite à la signature de l'Accord Politique en 2010, le VLIR-UOS se trouve actuellement dans le processus de formulation de stratégies pour 20 pays partenaires.

Des stratégies pays sont des documents politiques qui permettent de guider des décisions de financements du VLIR-UOS et d'avoir un impact stratégique basé sur une cohérence de programme et une pertinence contextuelle, alignée sur des priorités locales.

La stratégie pays pour le Burundi identifie la niche stratégique pour la coopération universitaire du VLIR-UOS à l'avenir. Une stratégie pays est conçue pour une durée indicative de 6 à 12 ans. Toutefois, dans le cas du Burundi une révision sera souhaitable à la fin du programme de la coopération universitaire institutionnelle (CUI) avec l'Université du Burundi. En ce qui concerne le contenu, une stratégie vise à mettre l'accent sur les besoins et défis académiques et sociaux qui chevauchent avec l'intérêt et l'expertise que les établissements d'enseignement supérieur flamands peuvent offrir. Cette mise au point peut être conceptuel et / ou géographique en tenant compte de l'importance des thèmes centraux des projets et programmes en cours. Le VLIR-UOS favorise des apports multidisciplinaires et des approches holistiques.

## Processus de formulation

Une stratégie pays est le résultat de l'analyse des nombreuses données et des consultations avec un large éventail d'acteurs en Flandre et au pays partenaire (partenaires universitaires, ministère de tutelle, agences de coopération). La stratégie se légitime par le long processus de consultation et de formulation.

Une consultation participative avec nos partenaires au Burundi et en Belgique a eu lieu, permettant d'établir un inventaire des intérêts et des besoins de nos partenaires au Burundi, d'identifier l'offre de nos partenaires flamands, et d'optimiser les synergies avec les autres bailleurs de fonds. Le séminaire Sud au Burundi a été tenu le 3 Juin 2013 à Bujumbura et un Séminaire Nord le 27 Février 2014 à Bruxelles.

## Durée

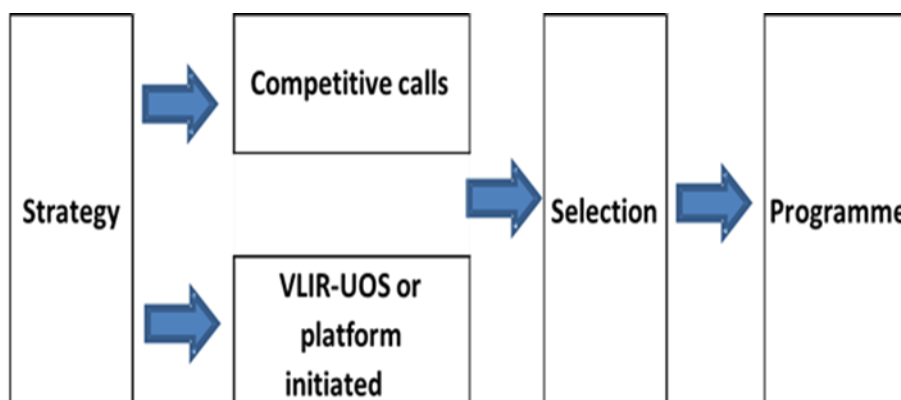
Le développement des capacités académiques nécessite un cadre à long terme qui va souvent à l'encontre des dynamiques politiques actuelles, qui se caractérisent par des changements constants au niveau national et international dans le Nord et le Sud.

C'est pourquoi le VLIR-UOS a opté pour l'élaboration des stratégies à long terme afin d'assurer un développement des capacités. La stratégie pour le Burundi servira de référence pour une période de plusieurs années. Toutefois, vu le contexte complexe du Burundi, une révision de la stratégie est prévue à la fin du programme de la coopération universitaire institutionnelle (CUI) avec l'Université du Burundi.

## Programme Pays

Le document de stratégie de pays est le point de départ pour arriver à un programme de pays. Le programme de pays consiste en différents types de projets sélectionnés suite aux appels ouverts compétitifs ou affectés aux partenaires stratégiques. Toutefois, les appels à projets feront référence aux Document Stratégique - Burundi

stratégies pays respectives. Si les propositions ont une qualité suffisante, elles seront évaluées et classifiées en fonction de leur contribution potentielle au cadre stratégique.



### Objectifs et résultats au niveau national

Un programme pays amènera des résultats par niveau d'intervention qui, ensemble, formeront un programme pays et contribueront ainsi aux résultats des actions du VLIR-UOS dans un pays spécifique.

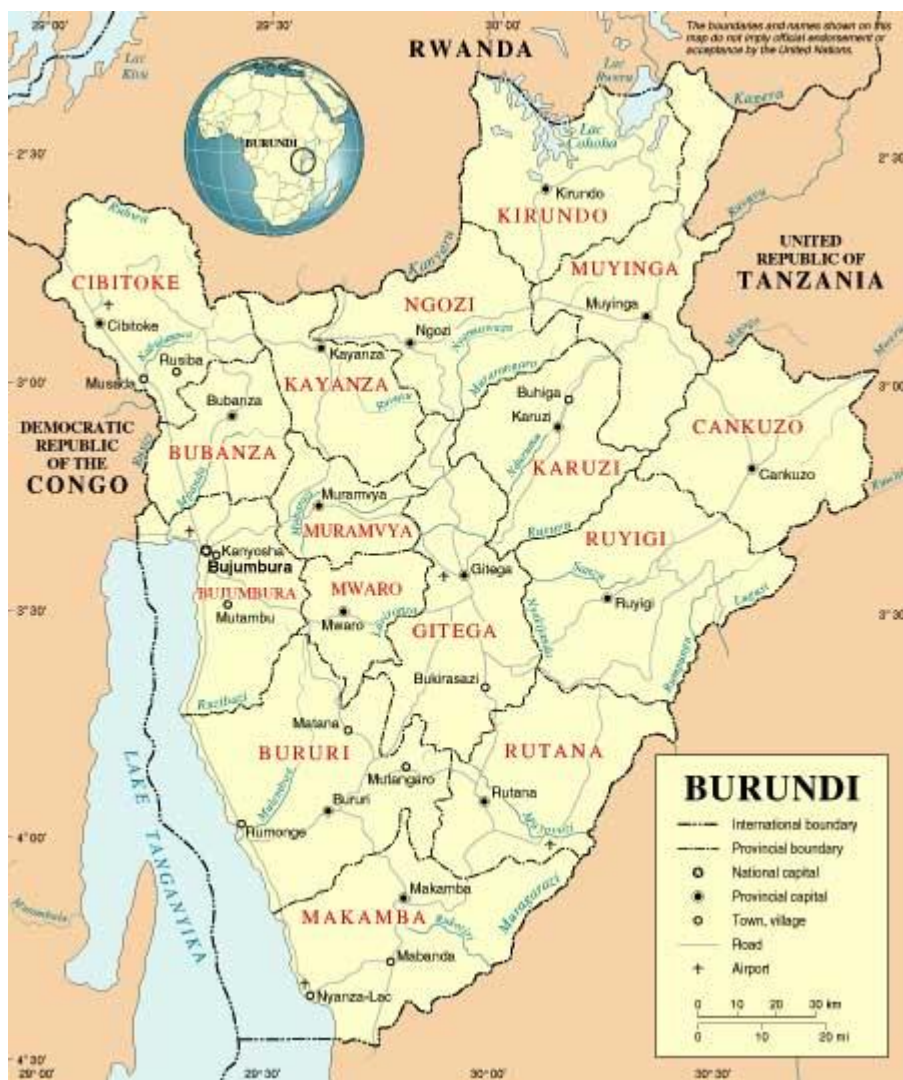
Niveau des résultats et interventions			Niveau/ besoin/objectif
Niveau National : projets transversaux et autres actions prévues dans la stratégie pays	CUI		Impact niveau pays et développement des capacités
			Renforcement Institutionnel – CUI multithématique avec l'UB
		IS / TEAM	Renforcement et développement des capacités niveau départemental/ facultaire
		Boursiers	Renforcement de l'individu

Le VLIR-UOS facilite des partenariats académiques et initiatives connexes dans le cadre d'une stratégie pays à long terme et avec un objectif général. Le VLIR-UOS a identifié des Domaines Clés de Résultats (KRA – Key Result Areas) auxquels chaque initiative individuelle devra contribuer. En plus, le VLIR-UOS assure une évaluation qualitative de ses programmes et projets, et garantit l'intégration des résultats programme et projet au niveau national.

# 1. Introduction

## 1.1. Information générale

Enclavé au cœur de l'Afrique, Le Burundi couvre 27.834 km<sup>2</sup> dont 25.200 km<sup>2</sup> terrestres. Sans accès à la mer, il borde en revanche le lac Tanganyika (le lac et la Rivière Rusizi le bordent à l'Ouest, la rivière Malagarazi au Sud Est). Les bordures Ouest et Sud-Est (11.817 km<sup>2</sup>) appartiennent au bassin du Congo, le reste du pays (13.218 km<sup>2</sup>) constitue l'extrémité méridionale du Bassin du Nil. Les pays limitrophes sont la République Démocratique du Congo à l'Ouest, la République du Rwanda au Nord et la République Unie de Tanzanie à l'Est et au Sud.



Selon le recensement de 2008, la population burundaise s'élevait à 8.053.574 habitants, ce qui correspond à un taux de croissance moyen de 2,4% par an. Avec une forte pression démographique (310 hab/km<sup>2</sup>) c'est un des pays les plus densément peuplés d'Afrique. Cette démographie constitue un défi majeur pour un pays où 90% de la population vivent de la terre, et cette menace est aggravée par la jeunesse de la population dont plus de la moitié a moins de 17 ans.

Les indicateurs de développement humain ont connu une amélioration depuis 2005, surtout en ce qui concerne

la santé et l'enseignement de base. Le pays a ainsi amélioré son indice du développement humain, mais reste classé 166ème sur 169 pays.

Le dernier rapport de progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) date de 2010.

Pour l'OMD 1 (Éliminer l'extrême pauvreté et la faim) l'objectif est d'atteindre une incidence de pauvreté d'environ 17.5% en 2015, alors que 67% des ménages vivent actuellement en dessous du seuil de

pauvreté nationale. Pour l'OMD 2 (Assurer une éducation primaire pour tous) on peut enregistrer des progrès, le taux net de scolarisation au primaire (TNS) a évolué de 52,8% en 1990 à 89,7% en 2008-2009. Pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (OMD 3) l'accès à l'éducation est crucial. En 2009 le rapport filles/garçons se situait à 97% pour l'enseignement primaire public, et à 72% pour l'enseignement secondaire. Le plus grand défi est au niveau de l'enseignement supérieur, où le ratio s'élevait à 36% en 2006. Au niveau de la santé, le taux de mortalité des moins de 5 ans se situait pour mille naissances en 2008 à 168 tandis qu'il était de 203 en 1990, bien que l'objectif pour 2015 est une réduction jusqu'à 68 (OMD 4). Le taux de mortalité maternelle (OMD 5) a évolué de 800 décès pour 100.000 naissances vivantes à 620 en 2007, bien que l'objectif est une réduction jusqu'à 200 en 2015. En ce qui concerne la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies (OMD 6), le taux de prévalence du VIH/SIDA continue d'augmenter, pendant qu'on peut enregistrer des progrès pour le paludisme (taux d'incidence de 24,6% en 2008 contre 46,5% en 2000). Pour l'OMD 7 (Assurer un environnement durable) il est possible que le Burundi puisse atteindre l'objectif de réduire de moitié la population qui n'a pas accès de façon durable à une eau de qualité, car le taux d'accès a évolué de 47% en 2000 à 64,3% en 2005. Malheureusement il y a beaucoup moins de progrès au niveau de la biodiversité, car la déforestation, les feux de brousse, la pollution de l'eau, le braconnage, l'introduction des espèces exotiques restent des menaces pour la biodiversité. Finalement, pour l'OMD 8 (Mettre en place un partenariat mondial pour le développement) l'intégration du Burundi à la Communauté de l'Afrique de l'Est a été une étape importante qui contribuera à un développement durable.

## 1.2. Principaux Priorités de Développement au Burundi

Le Burundi a adopté son premier Cadre Stratégique de la Lutte contre la Pauvreté (CLSP) en 2006. En 2010 le processus a été initié pour rédiger le CLSP II. Dans ce cadre, les six principaux défis de développement du pays ont été identifiés et sont repris ci-après :

- Croissance démographique non encore maîtrisée. La vision du gouvernement est de réduire le taux de croissance démographique à 2% à l'horizon 2025.
- Inefficacité des systèmes de production agricole. Dans l'ensemble, la productivité agricole est faible et ne permet pas d'assurer la sécurité alimentaire des populations et de dégager un surplus échangeable.
- Faible exécution de la dépense publique. L'allocation des ressources n'a pas privilégié les secteurs porteurs de croissance.
- Faibles investissements du secteur privé, le moteur de la croissance. L'investissement privé national et l'investissement direct étranger sont en hausse, mais restent modestes.
- Déficit persistant de l'énergie électrique. Le déficit énergétique du pays, la faiblesse de la production d'électricité et le manque de fiabilité de cette production constituent des obstacles majeurs au développement de l'industrie et des services et à la réduction de la pauvreté.
- Besoins de renforcement des capacités de pilotage du développement. Les lacunes au niveau de la qualité des ressources humaines, la structure et la performance des institutions, le cadre légal et institutionnel et la faible contribution du secteur non-étatique mettent en exergue la nécessité d'une stratégie cohérente de renforcement des capacités nationales.

Le CLSP II s'articule autour des quatre axes stratégiques suivants :

- Axe1 : Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre
- Axe 2 : Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois.
- Axe 3 : Amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services sociaux de base et renforcement du socle de la protection sociale
- Axe 4 : Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable

## 1.3. L'enseignement supérieur

### 1.3.1. Données et politique en matière d'éducation supérieure et universitaire

#### Organisation du secteur

L'enseignement supérieur est réglementé par la nouvelle loi portant sur la réorganisation de l'Enseignement Supérieur au Burundi promulguée le 30 décembre 2011. C'est le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) qui est assigné de concevoir, planifier et exécuter une politique nationale cohérente en matière d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et technologique.

#### Les principaux acteurs

##### a) Le Ministère (MESRS)<sup>1</sup>

Pour la réalisation de ces missions, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique dispose des services de l'Administration Centrale et des services autonomes placés sous l'autorité directe ou la tutelle du Ministre ainsi que des organes consultatifs :

Les services de l'Administration Centrale comprennent :

- La coordination d'un Cabinet ministériel
- Un Secrétariat Permanent
- Deux Directions Générales, à savoir :
  - o La Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et Post- Secondaire Professionnel avec deux Directions :
    - La Direction de l'Enseignement Supérieur
    - La Direction de l'Enseignement Post – Secondaire Professionnel
  - o La Direction Générale de la Science, la Technologie et la Recherche avec deux Directions :
    - La Direction de la Recherche Scientifique
    - La Direction de la Promotion de la Science, la Technologie et l'Innovation.

Sont rattachés au Cabinet du Ministre les services suivants :

- La Commission Nationale de l'Enseignement Supérieur

---

<sup>1</sup> Extrait du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Politique Sectorielle 2013-2017 : « Pour un enseignement supérieur et une recherche scientifique de qualité », p. 5.

- La Commission Nationale de la Science, la Technologie et l'Innovation
- La Commission Nationale du Burundi pour l'UNESCO
- Le Bureau des Bourses d'Etudes et de Stages
- La Cellule du Budget et de Passation des Marchés.

Sont placés sous la tutelle du Ministère les établissements publics à caractère administratif ci-après :

- L'Université du Burundi
- L'Ecole Normale Supérieure.

**b) Les institutions d'enseignement supérieur publiques<sup>2</sup>**

1. Université du Burundi (UB)
2. Ecole Normale Supérieure (E.N.S)
3. Institut supérieur des cadres Militaires(ISCAM)
4. Institut supérieur de police (I.N.P.)
5. Institut Supérieur de Gestion des entreprises(ISGE)
6. Institut National de santé Publique (INSP)
7. Ecole Nationale d'Administration (ENA)

**c) Les institutions d'enseignement supérieur privées ayant une autorisation d'ouverture au Burundi jusqu'en Mai 2013<sup>3</sup>**

1. Grand Séminaire de Bujumbura/ Grand Séminaire Jean Paul II de Gitega (GSJP)
2. Institut Supérieur de Contrôle de Gestion(ISCG)
3. Université Martin Luther King (UMLK)
4. Université de Ngozi
5. Institut supérieur des Technologies(IST)
6. Université Lumière de Bujumbura(ULBU)
7. Université des Grands Lacs (UGL)
8. Université de Mwaro (UM)
9. Université Espoir d'Afrique(UEA)
10. Université du Lac Tanganyika(ULT)
11. INITELEMATIQUE
12. Institut supérieur des techniques de Gestion (ISTG : EX-ESTG)
13. Institut supérieur de Management(ISM)
14. Université Sagesse d'Afrique(U.S.A)
15. Université Paix et Réconciliation(UPR)
16. Institut supérieur d'Enseignement Technique(ISET)
17. Institut Supérieur de Développement(ISD)
18. Université des Collines
19. Institut Supérieur de Gestion et d'Informatique(ISGI)
20. Institut International Libre d'Afrique (INILAQE)
21. Université Ntare Rugamba (UNR)
22. International Leadership University- Burundi (UILBU)

---

<sup>2</sup> Extrait du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Politique Sectorielle 2013-2017 : « Pour un enseignement supérieur et une recherche scientifique de qualité », p. 9-10.

<sup>3</sup> Extrait du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Politique Sectorielle 2013-2017 : « Pour un enseignement supérieur et une recherche scientifique de qualité », p. 9-10.



23. Institut Universitaire des Sciences de la Santé du Développement Communautaire(IUSSDC)
24. Institut Africain de Gestion des Risques Economiques et de Développement International

**d) Les Instituts de Recherche<sup>4</sup>**

1. L'Institut des sciences agronomiques du Burundi (ISABU)
2. Le Centre national des technologies alimentaires (CNTA)
3. L'Institut national pour l'environnement et la conservation de la nature (INECN)
4. L'Institut de recherche agronomique et zootechnique (IRAZ)
5. L'Institut géographique du Burundi (IGEUBU)

**Situation générale du secteur**

La capacité d'accueil des étudiants dans l'enseignement supérieur a sensiblement augmenté suite à la création des universités/Instituts Supérieurs privés. L'effectif des étudiants inscrits à l'enseignement supérieur au Burundi au 1er mai 2011 s'élevait à 30.062.<sup>5</sup>

Types d'Enseignement	Effectifs des étudiants en 2011	Redoublants	Abandons	Taux de redoublants	Taux d'abandons
<b>Enseignement Supérieur Public</b>	13186	467	54	3,54%	0,4%
<b>Enseignement Supérieur Privé</b>	16876	1636	512	9,64%	3,03%
<b>Total</b>	30062	2103	564	13,18%	3,43%

Cette augmentation est due dans une très large mesure à une « explosion » des effectifs dans le secteur privé qui accueillent maintenant plus de la moitié des étudiants. Cependant, l'expansion peu régulée de l'accès à l'enseignement supérieur, surtout dans les établissements privés crée une pression négative sur la qualité de l'enseignement.<sup>6</sup>

En 2012 l'Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG) a publié des analyses extensives du fonctionnement et du financement de l'enseignement supérieur public et privé. En ce qui concerne l'enseignement supérieur public, les principaux défis peuvent se résumer comme suit :

<sup>4</sup> UNESCO, (2009), Bref état des lieux du système national de recherche scientifique et technique de la République du Burundi.

<sup>5</sup> MESRS, Programme d'Actions Prioritaires et Cadre de Dépenses à Moyen Terme : PAP-CDMT 2014-2016, p. 4.

<sup>6</sup> OAP (2012), Rapport de l'analyse du fonctionnement et du financement de l'enseignement supérieur privé au Burundi.

- a) Explosion prévisible de la demande de formation dans l'enseignement supérieur et universitaire au Burundi
- b) Inadaptation des formations dispensées
- c) Faible qualité de la formation dispensée
- d) Faiblesse du Secteur de la Recherche
- e) Insuffisances des services rendus à la société
- f) Faiblesse des moyens financiers accordés
- g) Utilisation irrationnelle des ressources financières disponibles

Selon la Politique Sectorielle du MESRS les principaux défis auxquels le système fait face sont surtout:<sup>7</sup>

- a) L'offre et la demande de formation
- b) Le manque d'enseignants
- c) L'assurance–qualité

Pour ce qui est de l'offre et la demande de formation, il s'observe actuellement un problème sérieux de satisfaire la demande de tous les lauréats des humanités, candidats à l'enseignement supérieur (public et privé) étant donné que les effectifs des lauréats ne cessent d'augmenter d'année en année, alors que les établissements d'accueil, surtout publics, n'évoluent pas à la même vitesse. Cela pose un problème de gestion des flux d'étudiants au supérieur, ce qui conduit souvent à des grèves répétitives, entraînant ainsi des allongements des années académiques. Ce dernier phénomène entraîne des pertes énormes en termes de moyens financiers.

Concernant les ressources humaines (corps enseignant), tous les besoins en enseignants qualifiés ne sont pas encore satisfaits, même si ces dernières années, des améliorations sensibles se font remarquer. Le problème de manque d'enseignants qualifiés a été aggravé par la crise socio-politique que notre pays a connue depuis l'année 1993 qui a poussé un bon nombre d'enseignants expatriés à quitter notre pays, et les intellectuels burundais se trouvant à l'étranger à ne pas rentrer. Le phénomène de fuite de cerveaux qui prévaut presque partout en Afrique n'a pas épargné notre pays.

Quant à l'assurance - qualité, elle laisse à désirer. En effet, suite aux effectifs d'étudiants devenus pléthoriques alors que l'équipement des salles des cours et des laboratoires ne suit pas le même rythme, il n'est pas possible de transmettre à chaque étudiant toutes les connaissances scientifiques qui étaient nécessaires pour sa formation complète.

### **Orientations Stratégiques**

Les orientations stratégiques de l'enseignement supérieur s'articulent autour des six axes suivants<sup>8</sup> :

- a) un développement quantitatif modéré et maîtrisé par la régulation des effectifs des nouveaux entrants au supérieur public ; l'orientation d'un grand nombre vers le privé (53% des effectifs en 2020) et la prise en compte de l'adéquation de l'offre avec les besoins du secteur de l'emploi ;

---

<sup>7</sup> Extrait du MESRS, (2013), Politique Sectorielle 2013-2017 : « Pour un enseignement supérieur et une recherche scientifique de qualité », p. 11.

<sup>8</sup> Extrait du Gouvernement du Burundi, Note sectorielle du secteur éducation pour la conférence des partenaires (post Genève) 15 et 16 juillet 2013, p. 7.

- b) le développement d'une offre post-secondaire courte et orientée sur les professions : création de cinq instituts régionaux pour les formations professionnelles courtes (5000 étudiants en 2020) ;
- c) la mise en place d'une politique incitative et maîtrisée des bourses : la stabilisation des bourses en rapport avec les moyens disponibles de l'Etat. A cet effet, il faut revoir les critères d'attributions des bourses (filières prioritaires, mérite ou prêts de bourses) ;
- d) l'amélioration de la qualité des formations à travers la mise en place de la réforme BMD (Baccalauréat-Maîtrise-Doctorat), l'introduction et le développement de l'emploi des TIC, la mise en place d'un système d'assurance qualité ;
- e) le développement des sciences, de la technologie et de la recherche : par la définition et la mise en place d'une politique de l'enseignement des sciences et de la technologie ainsi que l'utilisation de la recherche scientifique dans l'amélioration de la qualité des formations qui seront dispensées ;
- f) le renforcement de l'intégration sous régionale en matière de formation.

### **1.3.2. Coopération internationale dans l'enseignement supérieur**

Bien que l'éducation soit un secteur prioritaire pour le gouvernement burundais et ses partenaires internationaux, l'enseignement supérieur ne l'est pas. Les principaux bailleurs du Fonds Commun d'Education (FCE) sont le Global Partnership for Education, la coopération bilatérale de la Belgique, la France, la Norvège, l'Unesco et l'Unicef. Seulement 4% du budget est prévu pour l'enseignement supérieur. Il y a quelques pays (la Chine, le Maroc, l'Egypte, l'Algérie, l'Inde, ...) qui accordent des bourses, mais ils n'ont pas d'activités au Burundi même.

Nous travaillons en étroite collaboration avec ARES-CCD. Durant le programme d'Appui Institutionnelle, les actions menées par l'ARES-CCD avec l'UB se sont faites dans les secteurs suivants :

- Enseignement de base en sciences appliquées et formation professionnalisante.
- Sciences et agronomie.
- Journalisme.
- Droits de l'Homme.
- Recherche en population-environnement.
- Gouvernance.
- NTIC.
- Ressources documentaires.

Les PIC et PFS réalisés ou à réaliser à l'UB développeront des compétences dans les domaines suivants :

- Enseignement et formation : renforcement de capacités pédagogiques en sciences humaines (PIC).
- Paix, prévention et résolution des conflits : construction de la paix (PIC).
- Protection, gestion et valorisation de l'environnement et des ressources naturelles : burassain (PIC).
- Journalisme (PFS).
- Recherche et méthodes appliquées dans le domaine des politiques de paix via le GRAP.

Le nouveau programme d'Appui Institutionnelle de l'ARES-CCD (2014-2019) vise encore plus qu'avant le renforcement institutionnel de l'UB, qui ne fait qu'accroître la complémentarité avec notre programme CUI : pour les aspects institutionnels nous nous alignerons aux activités dans le programme de l'ARES-CCD, et nos projets au niveau départemental visant le renforcement des capacités de la recherche/éducation autour d'un thème académique nourrissent les changements au niveau institutionnel, mais profitent aussi eux-mêmes de ces évolutions institutionnelles. En plus, l'ARES-CCD et le VLIR-UOS collaborent d'une manière plus directe dans le programme UniversiTIC.

Le Nuffic (Organisation néerlandaise pour la coopération internationale dans l'enseignement supérieur) envisage de démarrer deux nouveaux programmes autour de la réforme des programmes d'études à la Faculté de psychologie et de science de l'éducation (UB), à l'Institut de pédagogie appliquée (UB) (sexual and reproductive health rights) et à la Faculté de médecine (UB). Le Nuffic et le VLIR-UOS se tiennent informés pour garantir la synergie et la complémentarité.

Aussi les institutions d'enseignement supérieur flamandes sont actives au Burundi. Par exemple, l'UGent est impliquée dans le projet *EduLink Establishing and Piloting Postgraduate Programmes for Supporting Agricultural Development in Post Conflict Countries of Central and Eastern Africa (ADECEA)* et UAntwerpen exécute un projet avec l'Institut National de Santé Publique.

En outre, le VLIR-UOS collabore avec d'autres bailleurs de fonds, en particulier avec la coopération bilatérale belge. Il y a une coopération concrète entre notre programme CUI et des programmes de la CTB autour de la santé communautaire rurale et la sécurité alimentaire et développement rural. Aussi dans le cadre de la formation des enseignants une coopération plus concrète pourrait être possible dans un avenir proche.

Ci-dessous les activités du VLIR-UOS entre 2003 et 2013 sont résumées. En totalité, le VLIR-UOS a financé 9 projets depuis 2003, dont le programme CUI est le seul projet courant. Ce programme est maintenant dans sa deuxième phase (2014-2016). Au cours de la même période, le VLIR-UOS a financé 64 boursiers. En plus, l'Université du Burundi est aussi incluse dans le programme transversal UniversiTIC qui unit 7 universités congolaises et l'UB autour des NTIC.

Projets 2003-2013		
Type	Budget (€)	Nombre
<b>Total</b>	<b>2.077.765</b>	<b>9</b>
CUI	1.390.000	1
TEAM	652.547	3
SI	35.218	5

Projets courant en 2013 (liste p. 2)		
Type	Budget en 2013 (€)	Nombre
<b>Total</b>	<b>450.000</b>	<b>1</b>
CUI	450.000	1
<b>+ UniversiTIC (RDC + Burundi)</b>		

Boursiers 2003-2013		
Type	Budget (€)	Nombre
<b>Total</b>	<b>442.438</b>	<b>64</b>
<b>Doctorat</b>		
<b>Subtotal</b>	<b>66.971</b>	<b>3</b>
ICP Ph.D.	66.971	1
Bourses en projets	n/a	2
<b>Court terme</b>		
<b>Subtotal</b>	<b>72.295</b>	<b>48</b>
ITP	17.400	4
KOI	7.008	4
REI	21.000	21
Autre bourses	26.887	5
Bourses en projets	n/a	14
<b>Etude/Master</b>		
<b>Subtotal</b>	<b>303.172</b>	<b>13</b>
ICP	303.172	9
Bourses en projets	n/a	4

## 2. Processus de formulation de stratégie pays

### 2.1. Spécificités du processus de formulation de la stratégie au Burundi

Après l'identification de 5 stratégies pays en 2011-2012 (Cuba, Equateur, Tanzanie, Uganda et Vietnam), et un processus similaire pour la RD Congo, l'Ethiopie et l'Afrique du Sud en 2013, le processus de formulation d'une stratégie pays pour le Burundi a également été initié en 2013.

La différence avec les autres pays est que pour le Burundi une stratégie pays 'avant la lettre' a été développée en 2009, lorsque le VLIR-UOS a effectué une mission d'identification où les thèmes, partenaires et modalités principaux d'un futur programme du VLIR-UOS au Burundi furent identifiés et l'importance de travailler en complémentarité avec les actions de l'ARES-CCD et avec le PIC Belgique-Burundi souligné. La conclusion principale était de lancer un programme CUI avec l'Université du Burundi, qui pourrait s'axer sur 5 thèmes: les sciences de base, la médecine, l'Etat de droit, le développement rural et les NTIC. Récemment, une évaluation intérimaire a évalué la première phase du programme CUI avec l'UB (2011-2013).

Dans ce cadre, le VLIR-UOS veut formuler une stratégie pays pour le Burundi afin de mettre à jour les conclusions et recommandations du rapport de la mission d'identification en 2009, tout en tenant compte de ladite évaluation intérimaire du programme CUI et en synergie avec les autres bailleurs de fonds, notamment la coopération bilatérale de la Belgique et les activités de l'ARES-CCD au Burundi.

Une stratégie pays est le résultat de l'analyse des nombreuses données et des consultations avec un large éventail d'acteurs en Flandre et au pays partenaire (partenaires universitaires, ministère de tutelle, agences de coopération). La stratégie se légitime par le long processus de consultation et de formulation.

Une consultation participative avec nos partenaires au Burundi et en Belgique a eu lieu, permettant d'établir un inventaire des intérêts et des besoins de nos partenaires au Burundi, d'identifier l'offre de nos partenaires flamands, et d'optimiser les synergies avec les autres bailleurs de fonds. Le séminaire Sud au Burundi s'est tenu le 3 Juin 2013 à Bujumbura et le séminaire Nord le 27 Février 2014 à Bruxelles.

### 2.2. Points de vue et thèmes exprimés

#### 2.2.1. Résultats du Séminaire Sud

Une consultation participative avec nos partenaires au Burundi a été organisée le 3 Juin 2013 à Bujumbura. Les discussions ont abouti à un bon nombre de conclusions sur les thèmes, partenaires et autres aspects importants pour l'avenir de la coopération:

- ✓ Synergie : tous les participants ont confirmé l'importance de travailler en étroite collaboration avec les autres partenaires intervenants et de faciliter la synergie et la complémentarité entre les programmes.

- L'Université du Burundi est engagée dans la formulation d'un nouveau plan stratégique 2013-2018, basé sur les axes prioritaires en matière de l'Enseignement Supérieur et la Recherche comme précisés dans la 'Lettre de politique de l'éducation' adoptée par le Conseil des Ministres en sa séance du 06/12/2006.
  - L'ARES-CCD vient de formuler un nouveau programme pour 6 ans (2 phases de 3 ans) qui mettra l'accent sur l'appui institutionnel (services administratifs, assurance qualité, communication interne/externe, école doctorale, TIC).
  - La coopération belge est un troisième acteur clé et qui se concentre sur trois secteurs: agriculture, santé, éducation.
  - L'enseignement supérieur privé sera régulé, ce qui crée de nouvelles possibilités de coopération.
- ✓ Mettre l'accent sur la recherche : les fonds pour la recherche académique sont très limités. En plus, les résultats de recherche sont plutôt pauvres avec 96 publications en 2012. L'appui des bailleurs de fonds au secteur de l'éducation au Burundi se concentre surtout au niveau de l'enseignement primaire et secondaire. Au niveau de l'enseignement supérieur c'est surtout l'infrastructure et l'équipement qui sont financés. La problématique de la relève académique et les besoins au niveau des ressources humaines restent sous-estimés.
  - ✓ Institutions partenaires : l'enseignement supérieur privé est en train de se réguler, ce qui crée de nouvelles possibilités de coopération dans le futur. Il y a une forte croissance du nombre d'instituts privés dans le secteur de l'enseignement supérieur. D'ores et déjà, ces institutions privées accueillent plus que la moitié des étudiants Burundais. Toutefois, la qualité des cours n'est pas toujours assurée et la recherche scientifique est très limitée. Une analyse approfondie s'avère nécessaire au cas où une liste de partenaires éligibles devra être rédigée. Cependant, l'Université du Burundi reste la seule université publique et partenaire privilégié dans le cadre de la coopération universitaire institutionnelle au Burundi.
  - ✓ Thèmes principaux : Les thèmes de la CUI en cours sont toujours appropriés dans le cadre actuel d'une future politique de pays. Une reformulation comme objectif académique et/ou de développement au lieu de discipline académique est souhaitable (p.ex. pas de médecine, mais la santé). Pour deux thèmes, une analyse approfondie devra assurer la synergie et/ou la complémentarité avec le nouveau programme de l'ARES-CCD : (i) Science de base (résultat ARES 'écoles doctorales') et (ii) Informatisation et bibliothèque (résultat ARES NTIC et ressources documentaires). Finalement, l'éducation a été introduite comme nouveau thème principal, vu que c'est une priorité pour le gouvernement burundais (CSLP II; réforme du secteur de l'enseignement, lien avec formation des enseignants) et un secteur-clé pour les bailleurs de fonds.
  - ✓ Thèmes transversaux : La plupart des thèmes transversaux (assurance qualité, bonne gouvernance, école doctorale, NTIC) proposés dans notre résumé préliminaire de la stratégie pays seront traités par le nouveau programme CUI de l'ARES-CCD. Il reste à vérifier les moyens de synergie et/ou de complémentarité, mais au premier abord ce sera l'ARES-CCD qui jouera un rôle moteur, puisque leur programme se concentre surtout voire entièrement sur l'appui institutionnel. En outre, l'anglais académique (une des recommandations de l'évaluation intérimaire de la CUI) ainsi que le genre furent confirmés comme étant des thèmes transversaux pertinents.

## 2.2.2. Résultats du Séminaire Nord

Les résultats du Séminaire Sud et de l'étude de documents ont été présentés lors du Séminaire Nord à

Bruxelles le 25 Février 2014. A part les 25 participants des universités et hautes écoles flamandes, des représentants de la DGD, l'ambassadeur du Burundi en Belgique, des représentants de la CUI de l'ARESC-CCD et un bon nombre d'acteurs burundais ont participé à ce séminaire.

Principaux points d'échange et conclusions :

- ✓ Concentration géographique: il y a eu un consensus qu'une expansion vers l'intérieur du pays serait souhaitable, à condition d'avoir des partenaires qui peuvent garantir un minimum de qualité d'enseignement et de recherche.
- ✓ Instituts partenaires: il y a eu une attitude positive concernant la collaboration avec d'autres partenaires que l'UB. L'ENS et l'IPA (UB) ont été signalés comme partenaires intéressants dans le cadre de la formation des enseignants, les écoles paramédicales dans le cadre de la santé. Du côté flamand il y avait l'observation que ce n'est pas facile de motiver des enseignants et étudiants des écoles supérieures professionnelles à cause de la langue française. En plus, aussi les instituts de recherche nationaux sont des partenaires intéressants, avec l'ISABU comme exemple dans le secteur de l'agriculture. Concernant les universités privées il y avait plus de questions, i.e. l'absence de la recherche, les prix élevés pour l'inscription, ces universités sont seulement accréditées au niveau de l'institut et pas au niveau de chaque programme de cours (l'UB se trouve dans la même situation); la multiplication des universités privées demande une analyse plus approfondie. La modalité de jumelage entre un nouveau partenaire (soit institut public ou privé) et l'UB a été favorisée comme instrument adéquat pour apprendre à connaître de nouveaux partenaires.
- ✓ Domaines thématiques: l'éducation comme un thème important, priorité du gouvernement burundais et la coopération belge, surtout dans le cadre de la réforme actuelle du secteur burundais de l'enseignement, avec des défis au niveau de la formation des enseignants pour l'école fondamentale (taux de scolarisation) et la formation professionnelle et enseignement technique (intégration socio-économique). L'ENS et l'IPA (UB) sont les deux établissements publics pour la formation des enseignants. De plus, les domaines thématiques identifiés pendant le séminaire sud, sur la base de la coopération actuelle dans le cadre de la CUI avec l'UB, ont été adoptés.
- ✓ Axes transversaux : l'importance de la qualité d'enseignement et de la recherche a été mentionnée comme axe transversal : la relève académique, le renforcement des capacités pédagogiques, l'éducation basée sur la recherche, l'accès à la documentation scientifique, l'anglais académique,... Le nouveau programme d'ARES-CCD prendra ces défis en charge au niveau institutionnel, ce qui signifie que notre valeur ajoutée se trouve au niveau des actions complémentaires au niveau départemental ou facultaire. Le genre, et plus en général la diversité, l'égalité et la non-discrimination, a aussi été identifié comme un axe transversal important (accès des filles à l'université) et le genre et la diversité comme thème de recherche (p.e. une chaire de recherche dans le domaine du genre).
- ✓ Instruments: des projets Initiatives Sud comme des projets d'exploration, avec l'opportunité de favoriser la collaboration entre l'UB et d'autres partenaires publics ou privés selon la modalité de jumelage. La suggestion est néanmoins de limiter le nombre de partenaires qui sont éligibles et que l'UB reste le partenaire principal de ces projets Initiatives Sud (contrat avec l'UB).

## 3. Cadre stratégique et implémentation

### 3.1. Domaines de concentration (géographique, thématique, partenaires)

#### 3.1.1. Concentration géographique

Pas de limitations géographiques. Néanmoins une augmentation de l'attention pour l'intérieur du pays et surtout pour les zones prioritaires du PIC Burundi semble importante. Les provinces de Ngozi, Gitega, Mwaro et Bururi sont des exemples où des instituts d'enseignement supérieur sont déjà présents.

#### 3.1.2. Institutions partenaires

L'Université du Burundi reste le partenaire privilégié dans le cadre de la coopération universitaire institutionnelle (CUI) mais l'objectif est de commencer à s'ouvrir vers d'autres partenaires par le biais des Initiatives Sud (SI).

Une analyse plus approfondie est nécessaire si nous voulons définir une liste d'instituts (public, privé, de recherche) éligibles dans le cadre des projets SI. Dans un premier temps la modalité de jumelage entre un nouveau partenaire (soit institut public ou privé) et l'UB est favorisée comme instrument adéquat pour apprendre à connaître de nouveaux partenaires.

En plus, les autres universités profitent de la coopération universitaire institutionnelle avec l'UB car ce sont souvent des professeurs de l'UB qui viennent prester comme professeurs visiteurs dans ces universités.

#### 3.1.3. Domaines thématiques

La stratégie affirme les domaines thématiques identifiés pendant la mission d'identification du VLIR-UOS en 2009, qui forment aussi la base de la coopération actuelle dans le cadre de la CUI avec l'UB.

En plus, l'éducation a été identifiée comme un nouveau domaine thématique, comme une priorité du gouvernement burundais et de la coopération belge, surtout dans le cadre de la réforme actuelle de l'enseignement au Burundi, avec des défis au niveau de la formation des enseignants pour l'école fondamentale (taux de scolarisation) et la formation professionnelle et enseignement technique (intégration socio-économique). L'ENS et l'IPA (UB) sont les deux intervenants nationaux pour la formation des enseignants. Une meilleure offre en formation technique et professionnelle, pourra aboutir à un meilleur équilibre socio-économique dans la société, qui est actuellement trop penchée sur l'agriculture. De ce point de vue, il est judicieux d'intégrer des sciences appliquées dans le volet de sciences de base.

Les domaines thématiques sont donc les suivants:

- ✓ Les sciences de base
- ✓ Santé communautaire rurale
- ✓ L'état de droit
- ✓ La sécurité alimentaire et le développement rural
- ✓ NTIC et Bibliothèque
- ✓ Education



### 3.1.4. Axes transversaux

L'importance de la qualité d'enseignement et de la recherche est identifiée comme axe transversal: la relève académique, le renforcement des capacités pédagogiques, l'éducation basée sur la recherche, l'accès à la documentation scientifique, l'anglais académique,... Le nouveau programme d'ARES-CCD prendra ces défis en charge au niveau institutionnel, ce qui signifie que notre valeur ajoutée se trouve au niveau des actions complémentaires, au niveau départemental ou facultaire. Par conséquent, toutes les actions liées aux axes transversaux sont tenues de s'aligner au programme institutionnel de l'ARES-CDD.

Le genre, et plus en général la diversité, l'égalité et la non-discrimination, a aussi été identifié comme un axe transversal important (accès des filles à l'université et le genre et la diversité comme thème de recherche, p.e. une chaire de recherche dans le domaine du genre).

Les axes transversaux sont les suivants :

- ✓ NTIC
- ✓ Bonne gouvernance
- ✓ Qualité de la recherche et de l'éducation
- ✓ Ecoles doctorales (programme CUI de l'ARES)
- ✓ L'anglais académique (programme CUI de l'ARES)
- ✓ Le genre, la diversité et la non-discrimination

## 3.2. Modalités du partenariat

Le Burundi est un pays où les activités actuelles du VLIR-UOS sont toutes liées au programme CUI avec l'UB. Ainsi, c'est évident que la poursuite des activités de la CUI (phase 2, 2014-2016) reste prioritaire dans la nouvelle stratégie. Mais l'objectif est aussi de commencer à s'ouvrir vers d'autres partenaires par le biais d'Initiatives Sud (SI). Ce sont des projets d'exploration, avec l'opportunité de favoriser la collaboration entre l'UB et d'autres partenaires publics ou privés selon la modalité de jumelage. Néanmoins l'UB restera le partenaire principal de ces projets Initiatives Sud (contrat avec UB).

Cela signifie que les instruments suivants sont possibles en fonction du niveau d'intervention :

Niveau	Commentaires
Régional	L'UB est déjà impliquée dans l'UniversiTIC, et d'autres possibilités existent pour relier aux programmes de l'assurance qualité et l'anglais académique en RDC. L'intégration régionale des activités du VLIR-UOS dans la Région des Grands Lacs ainsi qu' à l'EAC (Kenia, Tanzanie, Ouganda) peut être un avantage pour tous les partenaires impliqués.
National	Des projets et/ou programmes nationaux, qui donnent une valeur ajoutée en réunissant les différents acteurs ensemble autour d'un thème thématique de la stratégie sont une possibilité. Une collaboration entre l'UB, l'ENS et l'IPA autour de la réforme actuelle du secteur burundais de l'enseignement, avec des défis au niveau de la formation des enseignants pour l'école fondamentale a été identifiée comme une possibilité à envisager.
Institutionnel	La poursuite des activités de la CUI avec l'UB (phase 2) a été confirmée comme prioritaire.

Départemental	<p>Focus sur les projets Initiatives Sud en tant que projets d'exploration en vue d'identifier et de renforcer de nouveaux partenaires universitaires par des projets de jumelage (co-partenariat entre l'UB et des nouveaux partenaires).</p> <p>En outre, étant donné que l'UB est impliquée dans un programme CUI large complété par les actions de l'ARES-CCD, des projets TEAM avec l'UB ne seront pas possibles. Ceci non plus avec les nouveaux partenaires, étant donné que l'option adoptée est de prioriser pendant les premières années des projets Initiatives Sud (UB + nouveaux partenaires) jusqu'au moment de révision de la stratégie et des potentiels partenaires universitaires sur la base des résultats des premiers projets de jumelage.</p>
---------------	---

### 3.3. Cadre stratégique

Le cadre stratégique pays (voir tableau) résume les domaines potentiels dans lesquels les domaines thématiques et axes transversaux peuvent être traduits en un programme de coopération soutenu par le VLIR-UOS. Ce cadre tient compte des opinions et idées comme discutées lors des séminaires Nord et Sud.

Tableau : Cadre stratégique pays – niche stratégique de coopération en tenant compte de la demande burundaise et l'intérêt/expertise flamande :

THEMES	PARTENAIRES	INSTRUMENTS	OUTPUT				EFFET
			EDUCATION	RECHERCHE	EXTENSION	GESTION	
<b>DOMAINES THEMATIQUES</b>							
Les science de base et sciences appliquées et professionnalisantes	UB, autres acteurs (public, privé, de recherche) comme co-partenaire	CUI, IS (jumelage), projets nationaux et régionaux	X	X	X	X	Capacité thématique des institutions partenaires à répondre aux défis nationaux au Burundi
Santé communautaire rurale	UB, autres acteurs (public, privé, de recherche) comme co-partenaire	CUI, IS (jumelage), projets nationaux et régionaux	X	X	X	X	Capacité thématique des institutions partenaires à répondre aux défis nationaux au Burundi
L'état de droit	UB, autres acteurs (public, privé, de recherche) comme co-partenaire	CUI, IS (jumelage), projets nationaux et régionaux	X	X	X	X	Capacité thématique des institutions partenaires à répondre aux défis nationaux au Burundi
La sécurité alimentaire et le développement rural	UB, autres acteurs (public, privé, de recherche) comme co-partenaire	CUI, IS (jumelage), projets nationaux et régionaux	X	X	X	X	Capacité thématique des institutions partenaires à répondre aux défis nationaux au Burundi
NTIC et bibliothèque	UB, autres acteurs (public, privé, de recherche) comme co-partenaire	CUI, IS (jumelage), projets nationaux et régionaux	X	X	X	X	Capacité thématique des institutions partenaires à répondre aux défis nationaux au Burundi
Education	UB, autres acteurs (public, privé, de recherche) comme co-partenaire, ENS et IPA comme acteurs clés	CUI, IS (jumelage), projets nationaux et régionaux	X	X	X	X	Capacité thématique des institutions partenaires à répondre aux défis nationaux au Burundi
<b>AXES TRANSVERSAUX</b>							

NTIC (UniversiTIC)	UB, autres acteurs (public, privé, de recherche) comme co-partenaire, alignement avec ARES-CCD	CUI, IS (jumelage), projets nationaux et régionaux	X	X	X	X	Amélioration du cadre facilitateur
Bonne gouvernance	UB, autres acteurs (public, privé, de recherche) comme co-partenaire, alignement avec ARES-CCD	CUI, IS (jumelage), projets nationaux et régionaux	X	X	X	X	Amélioration du cadre facilitateur
Qualité de la recherche et de l'éducation	UB, autres acteurs (public, privé, de recherche) comme co-partenaire, alignement avec ARES-CCD	CUI, IS (jumelage), projets nationaux et régionaux	X	X	X	X	Amélioration du cadre facilitateur
Ecoles doctorales (programme CUI de l'ARES)	UB, autres acteurs (public, privé, de recherche) comme co-partenaire, alignement avec ARES-CCD	CUI, IS (jumelage), projets nationaux et régionaux	X	X	X	X	Amélioration du cadre facilitateur
L'anglais académique (programme CUI de l'ARES)	UB, autres acteurs (public, privé, de recherche) comme co-partenaire, alignement avec ARES-CCD	CUI, IS (jumelage), projets nationaux et régionaux	X	X	X	X	Amélioration du cadre facilitateur
Le genre, la diversité et la non-discrimination	UB, autres acteurs (public, privé, de recherche) comme co-partenaire, alignement avec ARES-CCD	CUI, IS (jumelage), projets nationaux et régionaux	X	X	X	X	Amélioration du cadre facilitateur
EFFET			Amélioration de la qualité d'enseignement, amélioration en assurance qualité	Renforcement de la capacité et amélioration de la qualité de recherche	Impact sur la société	Organisation, gestion et procédures professionnalisés	

L'objectif central du VLIR-UOS au Burundi est le renforcement de la qualité de la formation et l'accroissement des ressources humaines dans le but de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population à travers la disponibilisation de cadres bien formés et une recherche de qualité adaptée aux besoins de la société burundaise.